



A l'attention des organisations

Montreuil, le 28 octobre 2011

Cher(e)s Camarades,

L'appel pour un audit citoyen de la dette publique vient d'être rendu public.

La CGT figure parmi les premiers signataires de cet appel aux côtés d'organisations syndicales et d'associations rassemblées au sein d'un collectif national.

Cette décision a été actée par le Bureau confédéral du 10 octobre 2011 (Cf. Lettre de l'Activité confédérale du jour n° 185 du 12 octobre 2011).

Cet appel poursuit notamment 3 objectifs :

- Dénoncer les discours culpabilisateurs tenus par les gouvernants et les politiques à l'œuvre tendant à faire supporter par le citoyen la responsabilité et donc les conséquences de la dette publique.
- Apporter une expertise citoyenne sur la nature réelle de la dette, de sa construction, et de ses conséquences.
- Créer les conditions d'une appropriation collective et démocratique de ces problématiques.

En France comme en Europe, les gouvernements ainsi que leurs institutions financières, tentent de justifier leurs plans d'austérité particulièrement destructeurs, par une prétendue impécuniosité, une dette devenue insurmontable !

La CGT conteste l'analyse comme les réponses, porte d'autres propositions et les met en débat.

C'est tout le sens de son engagement et de sa contribution au sein du collectif pour un audit citoyen de la dette publique, et donc de sa signature de l'appel.

Elle invite l'ensemble de ses organisations à se joindre à cet appel et à le faire connaître.

Ci-joint le lien avec l'appel : <http://www.audit-citoyen.org/>

Le collectif devrait connaître prochainement des déclinaisons territoriales. Tous les éléments nécessaires à une bonne appropriation de la problématique et de la démarche vous parviendront dans les semaines qui viennent.

Bien fraternellement,

Marie-Laurence BERTRAND

**Pour la Commission Missions
publiques - Services publics -
Aménagement du territoire -
Fiscalité - financement**

Pour un audit citoyen de la dette !

... et le lancement d'un vaste débat démocratique.

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

Diffusez l'appel en le publiant sur votre site web! Pour cela, cliquez sur «créer votre widget».